

NADAR : UN PAVE DANS LA VITRINE DES MINISTRES !

Après 6 mois de guérilla, la mobilisation exceptionnelle des agents de l'Atrium, une intersyndicale de Centrale sans faille et des fédérations très remontées ont eu raison de la détermination des ministres.

L'activisme déployé par Jean François Copé pour médiatiser la réforme de l'Etat (multiplication des audits, ventes du patrimoine immobilier et déménagements constants...) ne s'embarrasse pas d'égard envers les personnels ni de concertation avec les organisations syndicales.

Pour loger sa nouvelle direction de la modernisation de l'Etat (DGME) qui lui sert de faire valoir en matière de réforme, le ministre n'hésite pas à déménager les agents des autres directions à tout prix et n'importe où. Décision : Exécution !

Ainsi les agents d'un bureau informatique de centrale en ont fait les frais et sont obligés de camper provisoirement dans les cartons pendant 6 mois avant d'être relogés normalement.

Plus fort, le ministère avait entrepris de déloger 600 agents majoritairement situés en Centrale à l'Atrium mais aussi à Vincennes (les agents chargés de l'hygiène et sécurité et des politiques sociales, des agents de l'IGPDE, du Haut Fonctionnaire à la défense...) et de les assigner à résidence dans l'immeuble Nadar, construit sur un site anciennement occupé par une usine Kodak à Vincennes. Ce site, dangereusement pollué par des produits cancérigènes, a déjà fait la une des journaux en raison d'une concentration anormalement élevée de cancers d'enfants (7 au total dont un est décédé). La bataille fait rage entre les experts indépendants, l'association de défense des habitants du quartier (Association Franklin) et les représentants de la mairie et de l'Etat (préfecture...). Qu'à cela ne tienne, le Ministère ne reculait devant rien pour occuper cet immeuble déjà déserté par 2 fois, mettant ainsi en péril la santé des agents.

Mais, grain de sable dans ce beau mécanisme, alors même que le ministère semblait vouloir balayer les arguments exposés par les experts scientifiques appelés à témoigner par les syndicats et les agents, la contestation grandissante des personnels concernés, le « harcèlement » syndical et fédéral etquelques articles de presse ont fini par l'emporter !

L'action a payé, les Ministres ont reculé : le projet est abandonné.